

## FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

### Les banques, courroie de transmission

■ Alors qu'un projet de loi va être présenté en juillet par le ministre Benoît Hamon, l'économie sociale et solidaire réfléchit à la mutation de son financement. S'il vivait principalement de subventions et d'autres aides, ce secteur, qui pèse 10 % du PIB et 12 % de l'emploi national, doit, à l'heure de la crise, compter davantage sur lui-même... et sur un certain nombre de véhicules de financement qui se sont spécialisés dans ce que les Américains appellent l'impact investing. L'objectif de ces fonds, proches du private equity, est autant l'impact social de l'entreprise financée que la rentabilité économique de l'investissement. Deux tiers des Français seraient ainsi intéressés par un produit d'épargne qui servirait à financer en partie ces entreprises sociales, a révélé une enquête d'OpinionWay commandée par l'un de ces fonds d'impact, le Comptoir de l'Innovation. Or 56 % des Français n'ont jamais entendu parler par leur banquier de ce type de placement. Une réalité qu'a nuancée François Villeroy de Galhau, directeur général délégué du groupe BNP Paribas, lors d'une conférence dédiée au sujet : « L'expérience que nous avons dans les réseaux est que le passage à l'acte de ces épargnants n'est pas toujours facile. Beaucoup privilégient des produits très classiques et à rendements sûrs et l'épargne solidaire n'est pas toujours simple à expliquer. » Le secteur manque en effet d'un placement grand public, de type livret ou assurance vie, pour gagner en visibilité. Mais à l'heure de la liquidité rare, il n'est pas certain que les banques soient en position de lancer un tel produit, plus cher car tout de même moins rentable que ceux relevant de la finance traditionnelle. S. L.